



Améliorer la connaissance des entreprises du numérique du sud Alsace



Sommaire

Introduction. Un objectif : observer pour agir!	P.4
Comment avons-nous procédé ?	P.5
1 ^{er} temps : Recherche des établissements actifs parmi les établissements présents dans le fichier SIRENE 2015	P.5
2 nd temps : croisement des fichiers SIRENE 2015 et 2017	P.5
3 ^{ème} temps : actualisation de la liste : quels établissements sont actifs parmi ceux nouvellement créés?	P.5
Les résultats de la démarche : les établissements ayant au moins deux ans d'existence dans le sud Alsace	P.6
Les établissements employeurs sont pérennes	P.6
Le potentiel des établissements sans salarié, mais avec une marque commerciale	P.6
Un faible potentiel pour les établissements sans salarié ni marque	P.7
Les établissements créés dans le sud Alsace en 2016 et 2017	P.9
Une faible visibilité des établissements créés	P.9
Les professions libérales majoritaires, mais peu actives	P.9
Les établissements sans marque sont peu actifs	P.9
Le potentiel repéré en Sud Alsace	P.10
Des activités orientées vers le grand public ou les particuliers	P.10
Les activités des établissements B2B*	P.10
Carte de localisation des établissements	P.11

*B2B : Business to Business. Soit les entreprises qui ont d'autres entreprises pour clientes.

A retenir

Les attendus du travail

Le secteur du numérique (stricto sensu) ne peut être abordé uniquement en termes d'effectifs salariés car c'est un domaine où les professions libérales abondent. Par ailleurs, **c'est un secteur mal connu** car, si les créations d'établissements sont nombreuses, les disparitions le sont tout autant. De plus, nombre d'établissements n'ont pas d'activité réelle. Il s'agit par exemple d'établissements créés par des auto-entrepreneurs pour exercer des activités marginales, des étudiants en recherche d'emploi...

Connaître le secteur et son potentiel est important car le territoire se doit de mobiliser toutes ses compétences dans l'optique de la modernisation de son tissu industriel et de l'industrie du futur.

Pour **apprécier le potentiel du secteur numérique** en sud Alsace, les sites internet des établissements du secteur ont été recherchés. Par hypothèse, un établissement est actif, développe une activité économique, dès lors, au moins, qu'il a un site internet.

Sur les 600 établissements du numérique recensés par le fichier SIRENE à l'échelle du sud Alsace, **268 établissements, au moins, peuvent être qualifiés d'actifs.**

Quelles activités ?

Sur ces 268 établissements, 205 (77%) vendent des prestations à d'autres entreprises. Deux types d'activités sont particulièrement bien représentés :

- **web et marketing** : e-commerce, web marketing, stratégie digitale ... avec 72 établissements.
- **Les «planificateurs de ressources»** : édition de logiciels ERP, CRM... avec 44 établissements qui créent et diffusent des logiciels de gestion spécifiques.
- **Par contre, les «productifs»** soit les établissements s'adressant spécifiquement aux activités industrielles dans les aspects liés à la gestion de la production notamment sont bien plus rares, seuls 11 ont été repérés.

Ce travail constitue l'occasion de mieux connaître les dynamiques du secteur. Il se crée, en sud Alsace, une soixantaine d'établissements par an. Mais un grand nombre, moins de deux ans (maximum) après leur création n'ont pas d'existence réelle. **Sur les 117 établissements créés en 2016 et 2017, seuls 51 sont actifs.**

Quelle pérennité ?

- Les établissements à forme sociétaire, comme les établissements employeurs, ont la plus forte pérennité et la plus forte visibilité sur le net. Les sociétés forment 34% du total des établissements créés en 2016 et 2017 et 53% des établissements actifs.
- Viennent ensuite les établissements qui ont une marque commerciale, qui sont également beaucoup plus présentes parmi les établissements actifs, même s'ils n'emploient aucun salarié
- Arrivent enfin les professions libérales et autres indépendants, qui représentent 60% des créations mais seulement 43% des établissements actifs.

Les suites à donner

Le principal livrable de ce travail consiste en un classeur excel reprenant les principales données collectées sur les établissements du numérique, grâce auxquelles il va être plus aisé de les informer, de les mobiliser sur de futures actions collectives etc.

Mais il offre aussi l'occasion de s'interroger sur les moyens d'**améliorer la pérennité des établissements nouvellement créés.**

- A cette fin, il est envisageable de contacter systématiquement les établissements nouveaux pour leur proposer un accompagnement. Celui-ci pourrait être le fait des acteurs du numérique (Rhénatic, KmØ...) ou des généralistes de l'accompagnement (ADIE, Technopole...).

S'il est impossible de suivre tous les établissements, nous savons d'ores et déjà que les sociétés et établissements avec marque commerciale sont les plus susceptibles d'avoir une démarche d'entreprise. Celle-ci pourrait être consolidée par une offre d'accompagnement.

- Mais une démarche de «mise en collectif» de tous les «freelancers», indépendants, sans projet économique bien défini, pourrait peut-être s'avérer fructueuse. Des projets, individuels ou collectifs mûris pourraient émerger d'un travail de réflexion sur leurs savoir-faire, intentions, désirs de développement...



Introduction

Un objectif : observer pour agir!

Le constat à la base de ce travail est que **le nombre d'entreprises du numérique varie énormément selon les sources statistiques mobilisées**. A ce point qu'aujourd'hui personne n'est en mesure de dire quel est le potentiel d'entreprises relevant du secteur du numérique dans le sud Alsace.

Pour mémoire, l'approche ici retenue du secteur numérique est restrictive et ne retient que le «cœur de métier» des activités axées sur l'informatique.

Le secteur numérique d'après le SYNTEC

Code	Activités
58.29A	Edition de logiciels système et de réseau
58.29B	Edition de logiciels outil de développement et de langage
58.29C	Edition de logiciels applicatifs
62.01Z	Programmation informatique
62.02A	Conseil en systèmes et logiciels informatiques
62.02B	Tierce maintenance de systèmes et d'applications informatiques
62.03Z	Gestion d'installations informatiques
62.09Z	Autres activités informatiques
63.11Z	Traitement de données, hébergement et activités connexes
63.12Z	Portails internet

Il s'agit d'une définition restrictive et centrée sur les activités informatiques qui est de plus en plus adoptée, alors que préexistait une définition extensive comprenant entre autres, la production et la réparation de produits informatiques, la téléphonie, le commerce de gros de matériel informatique...

Quels recensements ?

Si l'on s'en tient aux données CCI ou aux données URSSAF, l'affaire est entendue. Il y a très peu d'établissements sous forme sociétaire ou d'établissements employeurs. Fin 2015, il n'y avait que 42 établissements de cinq salariés et plus dans le Haut-Rhin. Cela ne rend pas bien compte du potentiel local.

Le fichier SIRENE de l'INSEE qui, lui, recense tous les établissements, quelle que soit leur forme juridique ou leur taille, compte un nombre beaucoup plus important d'établissements (605). Figurent dans ce fichier beaucoup d'entreprises unipersonnelles et des libéraux, absents des autres fichiers puisqu'ils n'emploient pas de personnel le plus souvent.

Il y a donc un décalage énorme entre le nombre d'établissements employeurs, figurant dans les listes des organismes sociaux et le nombre total d'établissements enregistrés par l'INSEE. Ce constat incite à poser la question de **la nature de ces petits établissements**, sans salarié, le plus souvent sans marque commerciale, en nom personnel.

S'agit-il de réelles entreprises qui développent une réelle activité économique, à titre professionnel, ou bien d'établissements créés par des personnes pour exercer éventuellement une activité marginale ?

Quel dynamisme ?

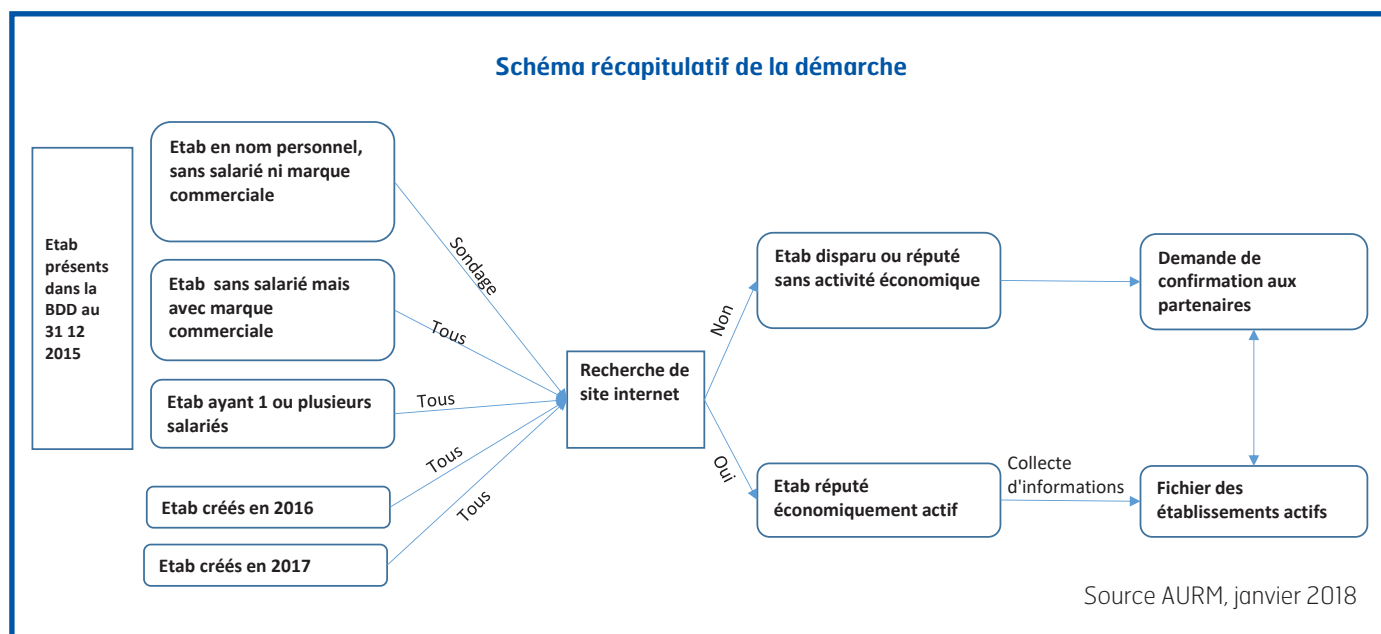
Cela revient à poser la question de **la logique de fonctionnement des activités numériques**. Si ces petits établissements n'ont pas de réelle activité économique, il sera possible de conclure sur le fait que dans ces activités, basées sur la compétence humaine plus que sur le capital immobilisé, nombreuses sont les personnes qui créent officiellement un établissement de type auto-entrepreneur sans que cet établissement ne représente un potentiel local. Au mieux, la personne y déploie effectivement une activité marginale.

Si, au contraire, parmi ces petits établissements, se trouvent des entreprises recherchant activement des marchés, s'adressant à d'autres entreprises, alors il faudra **s'interroger sur le «modèle» numérique**. Il se pourrait bien qu'il repose bien moins que les secteurs traditionnels sur la taille des établissements, donc le salariat.

Cette interrogation est d'importance car, le cas échéant, cela signifie que les dynamiques du secteur ne peuvent être appréhendées uniquement en termes d'effectifs salariés, de taille d'entreprises. Etablir le potentiel numérique d'un territoire suppose alors non seulement de lister tous les établissements ayant des salariés, mais aussi tous les indépendants, auto-entrepreneurs, n'ayant pas de salariés, mais développant bel et bien une activité économique réelle.

Quels enjeux ?

- L'enjeu premier est donc un enjeu de connaissance. La démarche entreprise doit permettre de **mieux cerner le potentiel des entreprises du numérique** du sud Alsace, de savoir sur quelles forces compter dans une politique de développement de ces activités.
- **Un autre enjeu est de pouvoir communiquer avec ces entreprises**. Il n'est possible d'entrer en contact avec les établissements que s'ils ont été préalablement repérés et recensés. Il s'agit de **constituer un fichier d'entreprises actives**. Ce fichier constitue le livrable essentiel de ce travail. Grâce à ce fichier, il est possible de cibler les établissements que l'on souhaiterait **intégrer davantage à l'éco-système local de l'Industrie du Futur**.



Méthode : Comment avons-nous procédé?

La démarche peut être décomposée en trois étapes.

Premier temps : exploitation du fichier utilisé dans l'étude «La toile numérique», qui comprenait tous les établissements recensés à la fin 2015 en sud Alsace².

Ce fichier a été décomposé en trois groupes :

- les établissements avec salarié(s) : ce sont les établissements les mieux connus et dont les probabilités de pérennité sont les plus élevés ;
- les établissements sans salarié, mais avec une marque commerciale : ces établissements sont très peu connus mais, par hypothèse, constituent un potentiel à exploiter ;
- Les établissements sans salarié ni marque commerciale : ce sont des établissements inconnus mais, par hypothèse, au potentiel de développement plus limité.

Pour les établissements employeurs et les établissements ayant une marque commerciale, le site internet de chacun a été recherché. Lorsque la recherche s'avère positive, alors l'établissement est réputé actif et des informations basiques ont été collectées : l'établissement travaille-t-il avec des entreprises ou des particuliers, a-t-il des

savoirs faire de type industriel, quelles sont ses principales activités, adresse mail, téléphone...

Lorsque le site internet d'un établissement n'a pu être trouvé, postulat a été fait que l'établissement soit n'existant plus, soit n'avait pas d'activité économique réelle³.

Le troisième groupe d'établissements, sans salarié ni marque commerciale, qui constitue le gros du bataillon, a fait l'objet d'un sondage au 1/3. Avec la même démarche de recherche de sites internet.

Second temps : croisement des fichiers SIRENE 2015 et 2017

A partir du fichier des établissements du numérique établi par l'INSEE fin 2017, il est possible de repérer les établissements présents en 2015, mais absents fin 2017. Cela permet d'apprécier le nombre et le type d'établissements qui cessent leurs activités et donc les dynamiques du secteur.

Troisième temps : actualisation de la liste

Les créations d'établissements étant nombreuses, nous avons procédé au repérage des établissements créés en 2016 et 2017 dans les diverses activités du numérique .

La même recherche que ci-dessus a été appliquée à l'ensemble des établissements créés en 2016 et 2017.

Cela permet non seulement d'actualiser la liste des établissements du numérique, mais aussi d'avoir une première approche des dynamiques de création dans ce domaine.

1) AURM, *La toile numérique du sud Alsace. Repères, acteurs et enjeux du numérique appliqué aux industries du futur*, 2017

2) Le sud Alsace s'entend ici comme les 4 arrondissements qui formaient le sud Alsace dans la géographie 2010 : Guebwiller, Thann-Cernay, Mulhouse, Altkirch

3) La liste des établissements «introuvables» sur internet a été soumise aux partenaires de l'étude pour éventuellement «repêcher» des établissements mal référencés.



Les résultats de la démarche : les établissements ayant au moins deux ans d'existence dans le sud Alsace

Les établissements du numérique créés avant 2016 dans le sud Alsace. Quelle existence en 2018 ?

Etablissements créés avant le 31 déc 2015	Catégorie 1: Etablissements ayant des salariés	Catégorie 2 : Etablissements sans salarié mais avec marque	Catégorie 3 : Etablissements sans salarié ni marque commerciale	Total
Etablissements actifs	107	70	40 (sur 123 testés)	217
Introuvables sur le net en 2018	33	102	245 (ou non testés)	380
Total	140	172	288	597

Sur les 600 établissements repérés fin 2015, à peu près un tiers sont encore actifs au début de l'année 2018. L'activité est attestée par l'existence d'un site internet opérationnel. Mais la pérennité est très différente selon le type d'établissements :

- **Les établissements employeurs sont pérennes**

76% des 140 établissements employeurs fin 2015 sont toujours actifs.

Ce sont des établissements B2B, qui s'adressent d'abord à des entreprises. Ils ne sont que 7 (soit 6,5%) à s'adresser uniquement aux particuliers (services à la personne, vente et entretien de matériel informatique ciblée sur les particuliers, sites de vente en ligne...).

- **Il existe un potentiel parmi les établissements sans salarié, mais avec marque commerciale.**

41% d'entre eux (70 établissements) sont toujours actifs début 2018.

Toutefois, dans ce type d'établissements, beaucoup plus nombreux sont ceux qui sont tournés vers les particuliers: 19 (soit 23,5%) proposent des plate-formes en ligne de vente, d'information, de rencontre, des services aux particuliers etc.

Il s'agit souvent d'indépendants, qui travaillent seuls ou en réseaux. Ils peuvent, dans certains cas, développer une expertise pointue et quelquefois sur des marchés internationaux. A titre d'exemple, on trouve de la modélisation de bâtiments 3D, du traitement de données médicales massives pour les études d'épidémiologie des laboratoires pharmaceutiques, de l'ingénierie industrielle, de la monétique...

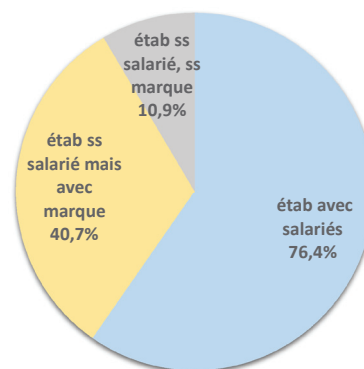
L'existence de ce potentiel a des conséquences méthodologiques certaines. **Contrairement à des secteurs**

économiques classiques, l'activité du secteur ne peut être appréhendé à l'aide des effectifs salariés. La logique salariale n'est pas dominante.

Plutôt que d'embaucher, certaines entreprises du numérique font appel à des «free lance» en cas de besoins ponctuels. D'autres se créent sur une logique de travailleur libéral ou indépendant et, plutôt que d'embaucher des salariés, se tournent vers d'autres indépendants lorsqu'ils recherchent des compétences complémentaires.

De ce fait, les entreprises sans salariés, qui représentent peu de choses dans une économie «classique», où l'importance de l'entreprise est mesurée à la taille de ses effectifs, jouent un rôle ici beaucoup plus important. On trouve ici de nombreux réseaux d'indépendants sans salarié mais avec une réelle «force de frappe».

Parmi les établissements existant fin 2015, combien sont toujours actifs début 2018 ?



Les 10,9% d'établissements sans marque ni salarié ont été calculés sur l'ensemble de ces établissements et non sur les 114 testés. Auquel cas, le score passe à 27%.



- **Par contre, il ne semble pas y avoir de potentiel important du côté des établissements sans marque ni salarié.**

Sur les 123 sites recherchés, seul 40 ont été effectivement trouvés. Et encore s'agit-il souvent d'hébergement plus que de sites propres. L'existence de 3 établissements a été indiquée par les partenaires de l'étude, sans qu'un site internet propre à ces établissements puisse être identifié.

Dans de nombreux cas, ces personnes exercent une activité économique en free lance. Il s'agit d'auto-entrepreneurs ou d'indépendants qui passent par des sites de mise en relation comme MALT ou -404-WORKS pour trouver des clients.

Il est quelquefois possible de savoir quelle est leur spécialité, mais pas de connaître précisément leurs marchés. Avec des prix de journée allant de 200 à 500€/J, elles s'adressent sans doute à des petites entreprises. Il s'agit d'un potentiel dont il faut tenir compte car des compétences sont présentes et mobilisées en partie par les principales sociétés, mais extrêmement difficiles à repérer.

Quelques autres établissements correspondent à des personnes en recherche d'emploi qui ont créé un établissement en attendant, ou à des passionnés d'informatique. Ils sont par ailleurs souvent salariés dans d'autres structures. Mis à part ces quelques cas, la majeure partie de ces établissements n'a aucune existence sur le net.

Qui plus est, le croisement des fichiers SIRENE de 2015 et de 2017 indique que 98 des établissements sans salarié et sans marque commerciale existant en 2015 n'existent plus en 2017¹. C'est le signe d'établissements d'opportunité ou d'attente, qui ne recèlent pas de potentiel important et sont peu pérennes.

Quoi qu'il en soit, une proposition peut être émise. Que tous les établissements qui se créent se voient dès leur création² proposé un accompagnement par les acteurs et réseaux spécialisés dans la création d'établissements. Cela permettrait peut-être de réduire le taux de disparition ou d'aider des personnes en attente de trouver un emploi, en reconversion etc, à élaborer un réel projet d'entreprise.

1) Avec quelques cas d'établissements qui, officiellement n'existent plus, mais dont le site internet est toujours actif.

2) L'INSEE actualise le répertoire SIRENE mensuellement. Il est donc possible de savoir en continu si de nouveaux établissements apparaissent.



Les établissements créés dans le sud Alsace en 2016 et 2017

Parmi les établissements recensés par l'INSEE à la fin 2017, figurent 119 établissements créés en 2016 et 2017 dans le Sud Alsace. Soit une soixantaine d'établissements par an, ce qui indique une certaine dynamique. Mais comme il y a autant de disparitions, le stock d'établissements stagne.

La question qui se pose est de savoir, d'une part, comment faire participer ces établissements à une dynamique d'ensemble ; d'autre part, comment pérenniser ces établissements.

Car une partie d'entre eux, quelques mois après leur création sont sans existence, ou du moins sans existence visible.

• Une faible visibilité «net» des établissements créés.

Sur les 54 établissements créés en 2016 et présents dans le fichier 2017, seuls 21 peuvent être considérés comme actifs, soit 39%. Pour les 63 créations de l'année 2017, seuls 47,6% sont actives, ont une présence sur le net.

• Les professions libérales majoritaires, mais peu actives

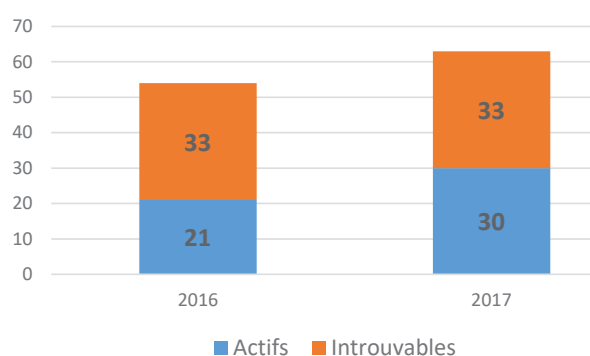
Les professions libérales sont au nombre de 71 ; elles représentent donc 61% des établissements créés en 2016 et 2017. Mais elles ne représentent que 43% des établissements actifs sur internet début 2018. A titre de comparaison, les formes sociétaires d'établissements ne représentent que 44% des établissements, mais 45% des établissements actifs.

Il semblerait donc que la démarche de création d'un établissement n'ait pas le même sens selon le statut de l'établissement créé. Les formes sociétaires d'établissement sont sans doute plus représentatives d'une volonté de créer un établissement développant une activité économique réelle.

• Les établissements sans marque sont peu actifs

De la même manière, les établissements sans marque

La visibilité sur le net des établissements créés en 2016 et 2017



commerciale dominant (66 soit 56% des établissements créés en 2016 et 2017), mais les établissements ayant une marque sont beaucoup plus présents parmi les établissements actifs. Parmi ceux-ci, 55% ont une marque alors que parmi les établissements inactifs sur internet, on ne trouve que 33% d'établissements ayant une marque commerciale.

Enfin, on notera que parmi l'ensemble de ces établissements, 99% sont donnés sans salarié par l'INSEE.

Finalement, sur les 117 établissements créés, on ne trouve la trace que de 51 établissements, soit à peine 43,6% des établissements créés.

- 14 s'adressent plutôt à des particuliers. On trouve par exemple un site internet proposant l'organisation de voyages, un site d'information sur la santé, des coach minceur, des opérateurs de services à la personne...
- 26 s'adressent assez explicitement à des entreprises ;
- pour les 11 établissements restants, il est impossible de savoir si le marché est celui des entreprises ou des particuliers, les créateurs passant par les sites sus-mentionnés étant nombreux.

Répartition des établissements créés en 2016 et 2017

Etablissements créés en 2016	Statut	Nb	Etablissements Actifs	Existence d'une marque	Etablissements Introuvables	Existence d'une marque
54	Sociétés	16	12	13	4	7
	Pro libérales	37	8		29	
	autre	1	1			
Total			21		33	
Etablissements créés en 2017	Sociétés	28	15	15	13	15
	Pro libérales	34	14		20	
	autre	1	1			
Total			30		33	

Le potentiel d'entreprises du numérique dans le sud Alsace au début 2018

En agrégeant les établissements actifs créés avant 2015 et les établissements actifs créés en 2016 et 2017, nous obtenons une **liste de 268 établissements pour lesquels il existe des preuves d'existence.**

Ce n'est bien sûr qu'une estimation. Certains établissements, malgré les efforts réalisés pour les repérer, peuvent exister, sans avoir de visibilité sur internet. C'est notamment le cas des professions libérales et autres entrepreneurs qui passent par des réseaux spécifiques, sans développer de site internet propre.

Tous ces établissements présentent un intérêt, dans la mesure où ils signifient qu'existent localement des compétences¹ qui peuvent être mobilisées au service du développement de l'économie locale. Il est par ailleurs avéré que certaines sociétés plus importantes, en cas de besoin ponctuel d'une compétence spécifique, n'hésitent pas à recourir à ces entrepreneurs «free lance¹».

Pour autant, dans le cadre de la mobilisation du secteur numérique pour l'industrie du futur, certains établissements sont plus intéressants que d'autres.

C'est pourquoi, une tentative a été faite de classer ces établissements selon leur(s) activité(s).

• Des activités orientées vers le grand public ou les entreprises

C'est la distinction la plus aisée à réaliser à partir d'un examen rapide des sites internet. Une écrasante majorité des établissements (205) s'adressent à des entreprises (soit 77%).

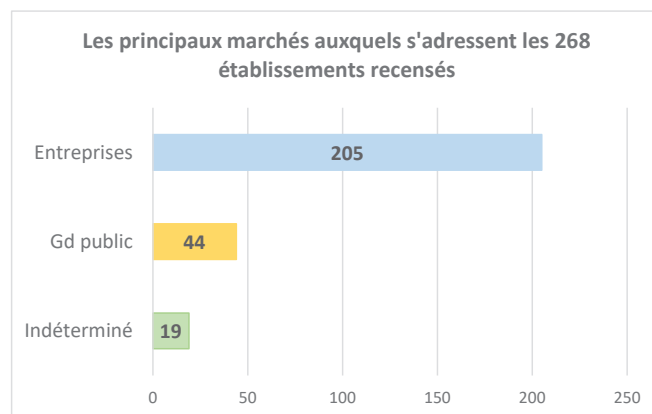
Viennent ensuite 44 établissements qui s'adressent au «grand public» et notamment :

- des sites de vente en ligne, de rencontres, de jeux...
- des services à la personne ou aux particuliers.

Enfin, 19 établissements sont «indéterminés», il s'agit dans la plupart des cas d'indépendants travaillant en free lance

1) La lecture des CV sur les sites de mise en relation comme MALT est instructive. Il s'agit souvent de personnes jeunes, ayant fait des études, de niveau IUT ou licence ou de personnes qui ont une expérience de haut niveau dans des entreprises et qui tentent de valoriser leur carnet d'adresse ou leur savoir faire de manière indépendante.

2) Sont ainsi désignées les personnes qui, plutôt que de travailler sous la forme salariale, préfèrent (ou sont contraintes) de travailler pour leur propre compte.



et pour lesquels leur marché ne peut être défini à partir des informations en ligne.

• Les activités des établissements B2B

Il est beaucoup plus difficile de sérier les établissements selon leur activité. Pour deux raisons au moins :

- Les codes d'activité INSEE, souvent, ne correspondent pas à l'activité des entreprises. Ainsi, un vendeur en ligne peut apparaître sous le code 6312Z «portail internet», alors qu'il n'élabore pas le site, mais fait de la vente en ligne.
- Les établissements ont rarement une seule activité. L'activité principale déclarée peut ne pas être représentative, surtout s'ils ont une certaine ancienneté et que leurs activités ont évolué.

Pour construire une représentation des activités représentées, nous avons choisi de retenir l'activité la plus mise en avant sur chacun des sites. Cette représentation n'est donc qu'indicative.

• **Les activités les plus nombreuses sont liées au web**, plus précisément à la création de sites web qui sont dédiés au commerce électronique. Ce type d'activités est connexe à la création graphique, au marketing digital. Etant une spécialité locale de formation, tous les établissements qui créent des sites garantissent leur bon référencement.

• **L'édition de logiciels permettant aux entreprises de planifier leurs ressources** vient en deuxième opposition. Avec des logiciels de gestion généralistes ou des applications métiers spécifiques. Mais aussi des logiciels de comptabilité, de gestion de la paie et des ressources humaines, auxquels s'ajoutent les logiciels de gestion de la relation client...



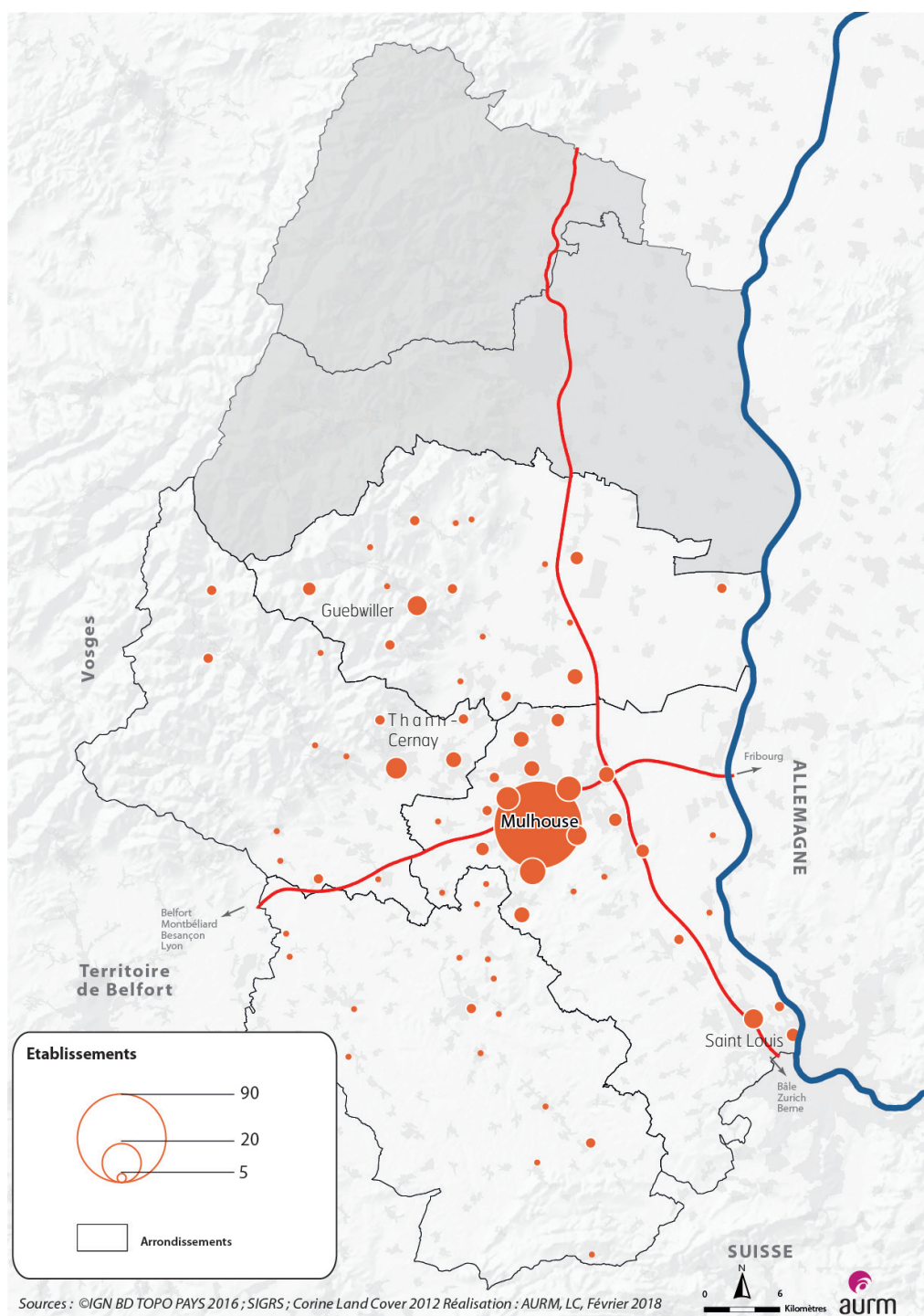
- **Les établissements dans la catégorie «infrastructures et réseaux»** se disent souvent spécialistes de la sécurité et offrent souvent des prestations cloud.

- **Les généralistes** sont des SSI classiques ou des établissements qui ont une large gamme de prestations, sans spécialité marquée : diagnostic, vente de matériel, installation, entretien, vente de logiciels qui, contrairement aux «planificateurs» ne sont pas de leur cru.

- **La catégorie «divers»** regroupe des établissements de formation, de traitement d'images ou de données, avec souvent des compétences très spécifiques (exemple, des logiciels de simulation de vol pour pilotes de ligne (Nous avons gardé cette entreprises dans la liste bien qu'elle ait déménagé à Colmar)).

- **Enfin, la catégorie «productif»**, regroupe les établissements qui vendent des logiciels de gestion de la production ou qui s'adressent spécifiquement aux activités industrielles et dans leurs fonctions de production. Y figurent également un ou deux établissements qui s'adressent à la production dans le secteur du bâtiment.

La localisation des 268 établissements du numérique repérés comme actifs en janvier 2018, dans le sud Alsace.



Les activités numériques constituent l'exemple-type d'activités métropolitaines. A la recherche d'effets d'agglomération, elles se concentrent dans les principaux centres urbains. Elles y trouvent leurs clients et les compétences dont elles ont besoin. S'agissant d'activités immatérielles, il est bien sûr possible de créer un établissement hors des centres urbains, mais il est probable dans ce cas que la logique qui préside à la création soit plus celle de la création d'un emploi ou de la satisfaction d'un besoin local que du développement d'une activité économique importante.

Ce document sera suivi dans les mois à venir d'un repérage des entreprises industrielles offreuruses de solutions numériques et technologiques à destination de l'industrie du futur.

A lire également sur aurm.org

«La toile numérique du sud Alsace. Repères, acteurs et enjeux du numérique appliqué à l'industrie du futur», 2017.

Un grand merci à :

Maxime Cormerais, CC du Sundgau

Manon Ehret, CC de la Doller

Pierre Alain Muller, UHA

Pascal Oulevey, Région Grand Est

Patrick Rein, Activis-Km0

Frédéric Spindler, Rhénatic

Pour leur aide au repérage des établissements actifs du numérique

Document réalisé par l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne
www.aurm.org

33 avenue de Colmar - 68200 MULHOUSE

Tél : 03 69 77 60 70 - Fax : 03 69 77 60 71

Rédaction : Didier Taverne, février 2018

didier.taverne@aurm.org

Reproduction autorisée avec mentions précises de la source et la référence exacte.